COMMUNE DE BOUCLANS
CONSEIL MUNICIPAL DU 16 MAI 2025
PROCES VERBAL

LIEU : Mairie de Bouclans

Président : M.HIRTZEL Martial

Secrétaire : M. MARTIN Alexis

La séance est ouverte à 20h30 en session ordinaire

Ordre du jour :

1. Approbation du Procès-verbal du conseil municipal du 11 avril 2025
2. Demande de subvention au département pour la médiathèque (délibération)
3. Leg de Madame Jeannette PHILIPPE (délibération)
4. Modification des groupes d'emploi définis dans le RIFSEPP (délibération)
5. Demande d'installation d'un food truck de burgers (délibération)
6. Facturation du courant pour les food trucks (délibération)
7. Attribution d'un lot de bois (délibération)
8. Informations diverses

1/ APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 AVRIL 2025

Le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 16 avril 2025 a été adressé aux conseillers municipaux.

Celui-ci n'appelle aucune observation

Voix pour : 14

Voix contre : 0

Abstentions : 2

2/ DEMANDE DE SUBVENTION AU DEPARTEMENT POUR LA MEDIATHEQUE (DELIBERATION N°1)

Le PCSES de la médiathèque de Bouclans a été adopté par le conseil municipal à l'unanimité lors de sa séance du 7 février 2025.

Dans le cadre du vote du budget 2025, le conseil municipal a acté les investissements prévus à la médiathèque, pour un montant total de 15 942,08€ HT (19 130,49€ TTC)

Le conseil municipal décide de solliciter le concours financier du Département (médiathèque départementale) pour l'équipement mobilier et l'informatique (les travaux n'entrant pas dans le champ des concours financiers du Département).

Les coûts et plans de financement prévisionnels s'établissent comme suit :

Equipement mobilier : 5920,93€ HT (7105,11€ TTC)

- Etat – DGD (DRAC) : 1776€ (30%)
- Département : 2960€ (50%)
- Autofinancement commune : 1184,83€ (1421,79€ TTC)

Informatique : 4461,37€ HT (5353,64€ TTC)

- Etat – DGD (DRAC) : 2230€ (50%)
- Département : 1338€ (30%)
- Autofinancement commune : 893,37€ (1072,04€ TTC)

La DRAC et la médiathèque départementale assurent l'instruction administrative et l'expertise scientifique des dossiers.

DELIBERATION n°1

Après en avoir délibéré, le conseil municipal s'engage :

À réaliser et financer les opérations « Equipement mobilier » et « Informatique » selon les plans de financement ci-dessous qu'il valide :

Equipement mobilier : 5920,93€ HT (7105,11€ TTC)

Etat – DGD (DRAC) : 1776€ (30%)

Département : 2960€ (50%)

Autofinancement commune : 1184,83€ (1421,79€ TTC)

Informatique : 4461,37€ HT (5353,64€ TTC)

Etat – DGD (DRAC) : 2230€ (50%)

Département : 1338€ (30%)

Autofinancement commune : 893,37€ (1072,04€ TTC)

Autorise le maire à solliciter l'aide financière du Département (médiathèque départementale) sur cette base.

Voix pour : 16

Voix contre : 0

Abstentions : 0

3/ LEG DE MADAME JEANNETTE PHILIPPE (DELIBERATION N°2)

Par testament établi auprès de l'Etude notariale MARCONOT-CLEMENT LIEGEON en date du 23 février 2018, Madame Jeannette PHILIPPE (Nga TRAN THI) nomme légataire la commune de Bouclans pour les biens suivants :

La maison située 16 rue de la Craît, avec une partie du terrain attenant telle que définie dans l'annexe au testament (*note : approximativement 2750m2*). Elle ne va pas au-delà de la première clôture existante et dans son prolongement du côté nord.

Toutes les décorations et effets militaires avec le meuble dans lequel ils sont contenus

A charge pour la commune :

- De ne pas vendre cette maison pendant un délai de 20 ans à compter du décès de la testatrice,
- D'entretenir sa tombe deux fois par an,
- D'apposer une plaque sur la maison, précisant « don de Rémy et Jeannette PHILIPPE ».

Rappel :

- Les libéralités en faveur des personnes publiques sont exonérées de toute perception des droits de mutation à titre gratuit.
- L'acceptation du leg suppose la nécessaire exécution des charges liées et régulièrement acceptées.

Le conseil municipal est appelé à se prononcer.

DELIBERATION n°2

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2121-29 et suivants,

Vu le courrier de l'étude notariale adressé au Maire le 18 avril 2025,

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré :

- ACCEPTE le leg de Madame Jeannette PHILIPPE dans les conditions précisées ci-dessous,

La maison située 16 rue de la Craît, avec une partie du terrain attenant telle que définie dans l'annexe au testament (note : approximativement 2750m²). Elle ne va pas au-delà de la première clôture existante et dans son prolongement du côté nord, toutes les décorations et effets militaires avec le meuble dans lequel ils sont contenus

A charge pour la commune :

de ne pas vendre cette maison pendant un délai de 20 ans à compter du décès de la testatrice, d'entretenir sa tombe deux fois par an, et d'apposer une plaque sur la maison, précisant « don de Rémy et Jeannette PHILIPPE ».

- AUTORISE le Maire à prendre toute mesure relative à l'exécution de la présente délibération.

Voix pour : 16

Voix contre : 0

Abstentions : 0

4/ MODIFICATIONS DES GROUPES D'EMPLOI DEFINIS DANS LE RIFSEEP (DELIBERATION N°3)

La loi n°2023-1380 du 30 décembre 2023 vise à revaloriser le métier de secrétaire de mairie par la mise en place de mesures progressives jusqu'au 1er janvier 2028.

Parmi ces mesures, la loi prévoit que, à compter du 1er janvier 2028, seuls les agents de la catégorie B ou A pourront être recrutés aux fonctions de secrétaire général de mairie.

La loi précitée a prévu un dispositif temporaire pour favoriser la promotion interne des agents de la catégorie C vers la catégorie B. Madame Odile VIANNE remplit les conditions pour figurer sur la liste d'aptitude de promotion interne au grade de rédacteur. Conformément à la loi, Madame VIANNE assurant les fonctions de secrétaire de mairie dans une commune de moins de 3 500 habitants, elle a été nommée secrétaire générale de mairie par arrêté à compter du 1er janvier 2024.

Le passage en catégorie B supposant la suppression du poste actuel pour création d'un nouveau poste de rédacteur territorial, le CST a préalablement été saisi pour avis.

Toutefois, la délibération du 28 octobre 2017 instaurant la mise en place du RIFSEEP n'ayant pas prévu l'emploi de rédacteur, il y a lieu de prendre une délibération modificative intégrant le nouveau groupe de fonction. Le modèle de délibération a été adressé aux conseillers municipaux avec les documents préparatoires.

DELIBERATION n°3

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le conseil municipal valide la modification de la délibération du 28 octobre 2017 relative à la mise en place du RIFSEEP en y intégrant les éléments suivants :

REPARTITION DES GROUPES DE FONCTIONS PAR EMPLOI :

Rédacteurs territoriaux

A/ IFSE (indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise)

Groupe de fonctions > Groupe 3

Emploi > Poste d'instruction avec expertise, assistant de Direction, ...

Montant annuel maxima (plafond) : 14450€

B/ CIA (complément indemnitaire annuel)

Groupe de fonctions > Groupe 3

Emploi > Poste d'instruction avec expertise, assistant de Direction, ...

Montant annuel maxima (plafond) : 1995€

Les autres dispositions de la délibération du 28 octobre 2017 demeurent inchangées

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget

voix pour : 16

voix contre : 0

abstentions : 0

5/ DEMANDE D'INSTALLATION D'UN FOOD TRUCK DE BURGERS (DELIBERATION N°4)

Par courrier du 2 mai 2025, Monsieur Guillaume BANDELIER demeurant chemin du Gour à Bouclans sollicite l'autorisation d'installer un food-truck dans la commune.

Il s'est spécialisé dans les burgers faits « maison », à partir de produits frais, locaux et de saison.

Saisi de la demande, le Bureau émet un avis de principe favorable, souligne l'intérêt de la proposition tout en relevant qu'il serait souhaitable que ce food-truck ne soit pas à Bouclans les jeudi et vendredi, afin d'élargir l'offre pour les habitants et de ne pas interférer avec le food-truck kebab du jeudi et la soirée pizzas du boulanger du vendredi.

Monsieur BANDELIER précise qu'il est autonome en énergie, son matériel fonctionnant avec deux batteries au lithium, donc silencieuses et sans émission polluantes.

Le Bureau propose d'appliquer le même tarif que déterminé récemment, soit 30€/mois, hors électricité.

Le conseil municipal est appelé à se prononcer.

DELIBERATION n°4

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré,

Valide l'autorisation à Monsieur Guillaume BANDELIER d'exercer son activité de food-truck à Bouclans, le jour de la semaine restant à définir, hormis le jeudi et le vendredi.

Valide le tarif de 30 €/mois

Electricité non fournie

Décide que le food-truck s'implantera devant l'entrée du parc Saint Léger

Autorise le maire à signer la convention d'occupation du domaine public selon ces conditions

voix pour :16

voix contre : 0

abstentions : 0

6/ FACTURATION DU COURANT POUR LES FOOD TRUCKS (DELIBERATION N°5)

Initialement, lors de l'installation du food-truck « kebab », l'exploitant assurait son autonomie électrique grâce à un groupe électrogène.

A l'usage, il s'avère que ce matériel est bruyant et occasionne une gêne pour le voisinage.

En conséquence il est proposé que les food-trucks puissent bénéficier de l'électricité via la prise extérieure de l'espace culturel.

Jean Marie ISABEY a réalisé une estimation de la consommation électrique à partir des caractéristiques du matériel mis en œuvre.

Le prix moyen du kWh d'électricité au tarif réglementé est de 0.2016 € TTC au tarif Base, (0.2146 € TTC en heures pleines et 0.1696 € TTC en heures creuses) pour une puissance du compteur de 6 kVA.

Sur cette base, et compte tenu de la consommation moyenne estimée, il est proposé au conseil municipal de facturer l'utilisation d'électricité selon un tarif forfaitaire de 5€ TTC par jour de présence, ce forfait s'ajoutant au prix de l'emplacement.

DELIBERATION n°5

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré,

Valide l'application d'un tarif forfaitaire de 5€ TTC par jour de présence en cas d'utilisation de l'électricité par le food-truck « kebab », en plus du prix de l'emplacement.

Le conseil municipal autorise le maire à appliquer le même tarif à un autre food-truck éventuel, sous réserve de vérification du niveau de consommation électrique du matériel.

En pareil cas, le maire devra en rendre compte au conseil municipal.

Le conseil municipal donne mandat au maire pour mettre en œuvre cette décision.

voix pour : 16

voix contre : 0

abstentions : 0

7/ ATTRIBUTION D'UN LOT DE BOIS (DELIBERATION N°6)

Un lot de bois a été proposé à la vente par la commune par soumission.

Deux propositions ont été adressées à la commune.

La meilleure proposition a été remise par Monsieur Olivier LAMBERT, pour une somme totale de 245€.

DELIBERATION n°6

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, valide l'attribution du lot de bois proposé à la vente à Monsieur Olivier LAMBERT, résidant 4 rue du vieux village à Bouclans, pour la somme totale de 245€ TTC

Le conseil municipal donne mandat au maire pour la mise en œuvre de cette décision.

voix pour : 16

voix contre : 0

abstentions : 0

8/ INFORMATIONS DIVERSES

Résultat de la vente de brioches au profit de l'ADAPEI

50 brioches ont été vendues, pour un bénéfice après paiement du boulanger de 177€ à reverser à l'ADAPEI (contre 185 brioches pour 820€ en 2022 - 120 brioches pour 469€ en 2024). Plusieurs concitoyens ont regretté que la pratique traditionnelle consistant à passer chez les gens n'ait pas été retenue. Force est de constater que l'expérience menée avec réservation préalable est un échec, regrettable pour l'ADAPEI.

Bouclethon 2025

Le repas des aînés 2025 état d'ores et déjà réservé le 13 décembre 2025, il est proposé de confirmer la date du 29 novembre 2025 pour le Bouclethon.

Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

Le SDIS vérifie périodiquement le respect des normes en vigueur en matière de défense incendie. Dans ce cadre, Nathalie DEFRASNE et Oriane POMMEY ont effectué un travail complet de recensement sur le territoire de la commune. Plusieurs points d'attention mineurs sont relevés, qui feront l'objet d'une mise en conformité dans les mois à venir. Oriane et Nathalie sont vivement remerciées pour leur investissement dans un domaine sensible et le temps significatif qu'elles ont déjà passé sur ce dossier.

Les 10 ans de la médiathèque

Afin de célébrer comme il se doit cet anniversaire, diverses festivités sont organisées par l'équipe de la médiathèque, avec l'aide du comité des fêtes, toute la journée le samedi 17 mai 2025. Les prises de paroles débuteront à 17h30 en présence de plusieurs invités officiels. Ce moment sera suivi d'un vin d'honneur offert par la commune. La présence des conseillers municipaux est vivement encouragée.

Dates des prochains conseils municipaux : 13/06/2025 ; 04/07/2025 ; 12/09/2025 ; 10/10/2025 ; 07/11/2025 ; 12/12/2025

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21H50

Rappel des délibérations prises :

- Délibération n°1 : Demande de subvention au Département pour la médiathèque (délibération)
- Délibération n°2 : Leg de Madame Jeannette PHILIPPE (délibération)
- Délibération n°3 : Modification des groupes d'emploi définis dans le RIFSEEP (délibération)
- Délibération n°4 : Demande d'installation d'un food truck de burgers (délibération)
- Délibération n°5 : Facturation du courant pour les food trucks (délibération)
- Délibération n°6 : Attribution d'un lot de bois (délibération)

Membres présents :

Tous les membres saufs :

- *Mme Estelle VERDOT, excusée qui a donné procuration à Mme. Cecile FERNIOT PAILLON*
- *Mr Gino MICHEL, excusé qui a donné procuration à Mr Jean Marie ISABEY*
- *Mr Valentin BUGNET, excusé qui a donné procuration à Mme Frédérique POUPENEY*
- *Mme Fleur MANZONI, excusée qui a donné procuration à Mr Martial HIRTZEL*
- *Mme Joséphine PERROT MINOT, excusée*
- *M. Vincent BOUVERESSE, excusé*
- *Mme Mélanie GRUET, absente*

Seize membres présents ou représenté. Le quorum est atteint.

M. le secrétaire de séance :

Alexis MARTIN

M. le maire :

Martial HIRTZEL